



**HAL**  
open science

# Le renouvellement des populations actives urbaines depuis 1954

Denise Pumain

► **To cite this version:**

Denise Pumain. Le renouvellement des populations actives urbaines depuis 1954. Les projections de populations urbaines , Association internationale des démographes de langue française, Apr 1983, Bordeaux, France. halshs-01707355

**HAL Id: halshs-01707355**

**<https://shs.hal.science/halshs-01707355>**

Submitted on 12 Feb 2018

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

LE RENOUVELLEMENT DES POPULATIONS ACTIVES URBAINES DEPUIS 1954 (1)

=====

Communication présentée au 1er séminaire de l'Association Internationale des Démographes de Langue Française sur "les projections de populations urbaines", Bordeaux, 26-27 avril 1983, par Denise PUMAIN (INED, Paris).

Si la connaissance de la dynamique démographique des populations urbaines est assez avancée pour permettre de réaliser des projections ou même des prévisions, il n'en est sans doute pas de même pour ce qui concerne la composition socio-économique de la population active des villes. La nature des changements intervenant dans cette composition, les mécanismes par lesquels ils s'opèrent et surtout l'échelle de temps à laquelle ils se produisent ne sont pas encore très bien connus. Nous voudrions apporter quelques précisions sur ces trois points, à partir de l'observation d'un très grand nombre de villes françaises pour la période 1954-1975. Il s'agit donc moins de souligner des régularités qui seraient utilisables pour calculer l'évolution d'une seule ville - les monographies de bassin d'emploi sont, à cet égard, beaucoup plus riches d'enseignement - que de rechercher les modalités d'évolution d'un réseau de villes pris dans son ensemble. Cette démarche présente l'intérêt de donner une référence aux analyses fondées sur l'observation de villes isolées. Elle permet aussi d'évaluer quelles conséquences peuvent être attendues, pour le système urbain, de la redistribution territoriale "spontanée" ou dirigée des activités économiques.

Comme toute analyse de changement, cette étude se heurte aux difficultés pratiques de sa mesure, les mêmes mots, les mêmes nomenclatures recouvrant des phénomènes qualitativement différents selon la période à laquelle ils se rapportent. C'est donc plus en termes des changements de situation relative des villes, que des modifications de contenu de ces situations, que nous caractériserons l'évolution des populations actives urbaines.

1 - Les changements intervenus dans la population active des villes depuis 1954.

Les sources disponibles ne permettent de connaître, en 1954, la composition de la population active, par catégories d'activité économique et

---

(1) Cette communication s'appuie sur des travaux dont la plupart ont été réalisés en commun avec Th. SAINT-JULIEN.

par catégories socio-professionnelles, que pour les unités urbaines qui avaient plus de 20.000 habitants. C'est donc cet échantillon de 139 agglomérations que nous avons observé sur l'ensemble de la période 1954-1975 afin d'évaluer l'importance des changements intervenus dans les caractéristiques des populations actives urbaines.

La période comprise entre 1954 et 1975, caractérisée par une très forte croissance urbaine et économique, est apparue à beaucoup comme une phase de profonds bouleversements dans le réseau urbain de la France. Pour la population active urbaine, il s'agit de deux modifications essentielles : une tertiarisation (le secteur tertiaire est passé de 55 à 59 % des emplois) et un mouvement de substitution des catégories en croissance (métallurgie, chimie, certains services, emplois salariés, ouvriers non qualifiés) à des activités et des catégories sociales en déclin dans l'ensemble des villes (industries textiles et alimentaires, commerces, travailleurs indépendants, ouvriers qualifiés) (tableaux 1 et 2).

Le fait important est que ces deux mouvements ont touché peu ou prou la totalité des villes, et qu'ils ont donc surtout déterminé une translation de l'ensemble du système urbain, sans grand changement des positions relatives des agglomérations en termes de leur différenciation économique ou sociale. Les tableaux 1 et 2 montrent que, tant pour les catégories d'activité économique que pour les catégories socio-professionnelles, les tendances à l'association ou à l'exclusion géographiques, qui fondent les disparités de composition des populations actives urbaines, ne se sont pas sensiblement modifiées au cours de ces vingt années. Ainsi, la première composante de la structure d'activité et la première composante de la structure sociale, qui sont très corrélées entre elles ( $r = 0,9$ ), définissent une dimension qui est demeurée très stable. Elle oppose aux deux extrêmes des agglomérations aux associations d'activité tertiaires, aux catégories sociales favorisées, qui ont connu une assez forte croissance démographique et qui sont très attractives (Cannes, Aix-en-Provence, Nice, Montpellier), à des agglomérations marquées par l'industrie lourde, très ouvrières, qui sont en stagnation démographique et apparaissent comme répulsives vis-à-vis des courants migratoires. Cette dimension permet de classer l'ensemble des agglomérations sur une échelle que nous avons appelée "l'image de marque" des villes (PUMAIN, SAINT-JULIEN, 1978).

Au regard de l'ampleur des transformations communes à toutes les unités urbaines, dont la généralité explique la persistance des disparités fondamentales,

Tableau n°1: LES COMPOSANTES PRINCIPALES DE L'ACTIVITE URBAINE.

A. Corrélation des catégories d'activité économique (1) avec les axes d'une analyse en composantes principales

CATEGORIES D'ACTIVITE ECONOMIQUE	1er axe		2ème axe		3ème axe		% moyen	
	1954	1975	1954	1975	1954	1975	1954	1975
Industrie extractive	0,5	0,4	0,2	0,4	- 0,1	0,1	1,7	1,4
Bâtiment et travaux publics	- 0,2	- 0,5	0,5	0,5	- 0,2	- 0,2	8,8	9,2
Métallurgie	0,5	0,7	- 0,0	- 0,2	- 0,3	- 0,4	13,2	15,6
Chimie	0,1	0,2	0,0	0,2	0,2	- 0,0	3,3	3,9
Industries agro-alimentaires	- 0,3	- 0,3	0,3	0,2	0,6	0,6	3,6	2,2
Textile et habillement	0,3	0,4	- 0,4	0,0	0,3	0,7	9,4	4,0
Industries diverses	- 0,1	- 0,1	- 0,4	- 0,2	0,2	0,6	5,3	3,6
Transports	- 0,2	- 0,2	0,5	0,0	0,4	- 0,0	7,2	4,7
Commerce de gros	- 0,3	- 0,5	- 0,1	- 0,2	0,3	0,2	4,2	3,4
Commerce alimentaire de détail	- 0,4	- 0,4	0,5	0,7	0,6	0,1	4,2	3,4
Autre commerce de détail	- 0,7	- 0,7	0,0	0,4	0,1	0,0	6,8	7,8
Hôtellerie, débits de boisson	- 0,4	- 0,5	0,2	0,5	0,2	- 0,3	3,4	2,3
Banques, assurances	- 0,7	- 0,6	- 0,2	- 0,4	- 0,0	0,1	3,0	2,9
Services aux entreprises	- 0,4	- 0,6	0,3	- 0,0	0,3	- 0,2	0,8	2,4
Services domestiques	- 0,8	- 0,6	- 0,2	0,0	- 0,0	- 0,2	4,2	1,5
Services aux particuliers	- 0,8	- 0,8	- 0,2	- 0,1	- 0,1	- 0,0	7,6	9,6
Services des eaux, gaz, électricité	- 0,4	- 0,3	- 0,0	0,0	- 0,2	- 0,1	1,2	1,0
Transmissions	- 0,8	- 0,5	- 0,2	- 0,4	- 0,3	0,0	1,7	2,0
Administration	- 0,8	- 0,7	- 0,1	- 0,4	- 0,4	- 0,0	8,4	15,0
Défense	- 0,3	- 0,2	0,2	- 0,2	- 0,2	- 0,3	2,0	2,0
Part de la variance expliquée		25 %		10 %		8 %	100	100

(1) Le poids des différentes catégories d'activité économiques est exprimé en pourcentage de la population active de chacune des 139 plus grandes agglomérations.

B. Stabilité des composantes principales de l'activité. Coefficients de corrélation de chaque composante avec elle-même au début et à la fin de la période

1ère composante : 0,9  
2ème composante : 0,7  
3ème composante : 0,6

Tableau n°2: LES COMPOSANTES PRINCIPALES DE LA SOCIETE URBAINE.

A. Corrélation des catégories socio-professionnelles (1) avec les axes d'une analyse en composantes principales

CATEGORIES SOCIO-PROFESSIONNELLES (2)	1er axe		2ème axe		3ème axe		% moyen		
	1954	1975	1954	1975	1954	1975	1954	1975	
Grands patrons de l'industrie et du commerce	+ 0,7	+ 0,5	- 0,5	- 0,8	+ 0,2	- 0,0	2,3	1,2	
Petits patrons de l'industrie et du commerce	+ 0,5	+ 0,2	- 0,8	- 0,8	+ 0,0	- 0,2	12,2	6,0	
Cadres supérieurs et professions libérales	+ 0,8	+ 0,8	+ 0,4	+ 0,4	- 0,0	- 0,0	4,6	7,3	
Cadres moyens	+ 0,8	+ 0,8	+ 0,4	+ 0,4	- 0,1	+ 0,0	8,6	14,6	
Employés	+ 0,8	+ 0,8	+ 0,4	+ 0,2	+ 0,0	+ 0,3	17,0	20,5	
Ouvriers qualifiés, contremaîtres	- 0,8	- 0,8	- 0,2	- 0,2	- 0,5	- 0,1	25,7	18,8	
Ouvriers spécialisés, manoeuvres	- 0,6	- 0,9	+ 0,2	- 0,0	+ 0,7	+ 0,2	19,0	22,6	
Personnel de maison	+ 0,8	+ 0,5	- 0,1	- 0,3	- 0,1	+ 0,4	4,2	1,8	
Autres personnels de service	+ 0,7	+ 0,7	- 0,3	- 0,4	+ 0,3	+ 0,0	9,4	4,2	
Autres catégories	+ 0,6	+ 0,4	+ 0,1	+ 0,2	- 0,7	- 0,8	3,4	2,9	
Part de la variance expliquée		51 %		45 %		15 %	20 %	100	100

(1) Variables exprimées en pourcentage de la population active de chacune des 139 agglomérations.

(2) Compte tenu des sources disponibles en 1954, la composition des structures 1954 et 1975 n'a pu être réalisée qu'à partir de 10 catégories.

B. Stabilité des composantes principales de la société urbaine. Coefficients de corrélation de chaque composante avec elle-même au début et à la fin de la période

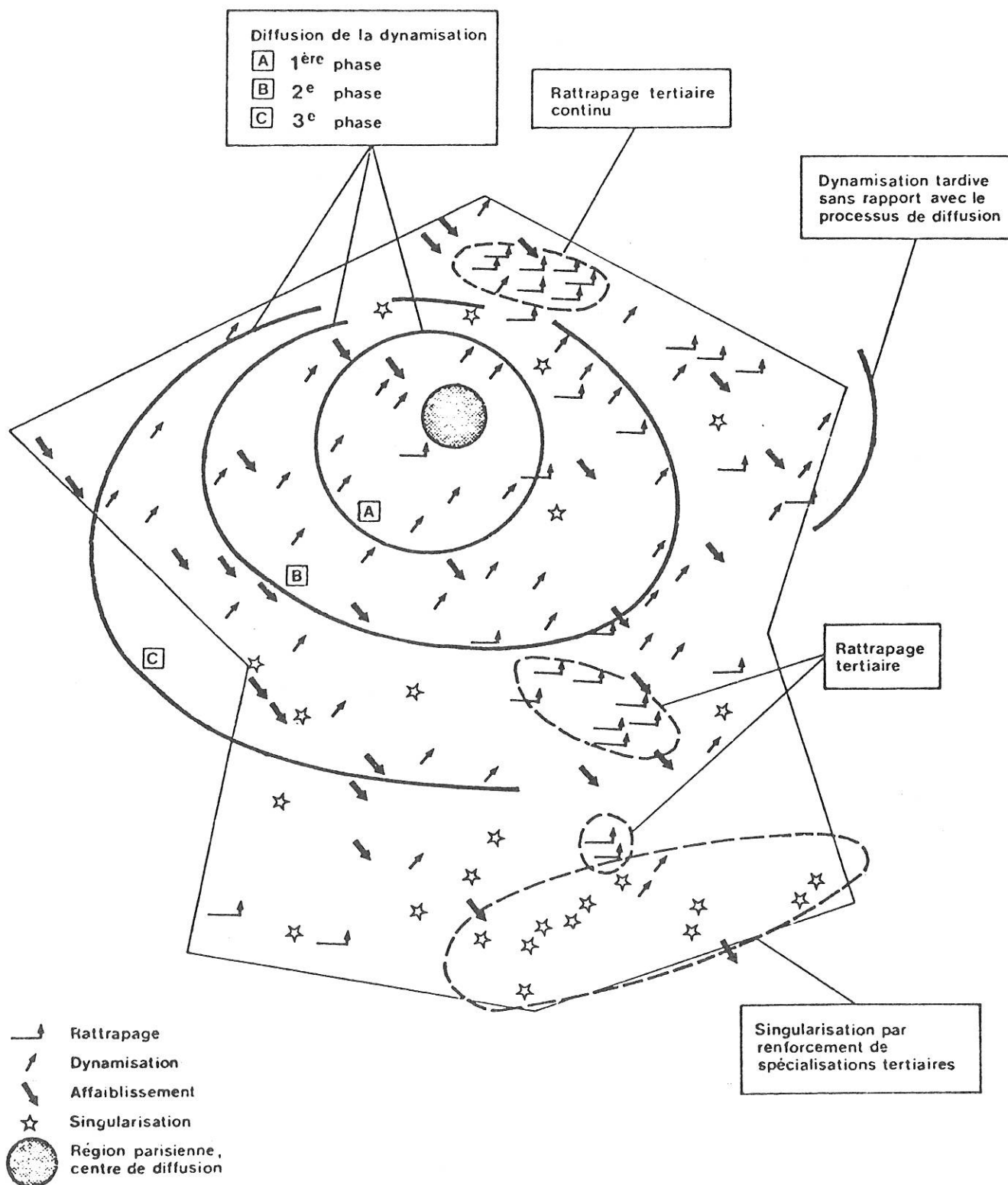
1ère composante 0,9  
2ème composante 0,9  
3ème composante 0,5

les changements différentiels intervenus au cours de cette période pourraient sembler tout à fait mineurs. Ils ne se réduisent pas, cependant, à des modifications accidentelles, "aléatoires", des situations socio-économiques des villes. Deux mouvements essentiels, indépendants l'un de l'autre, se dessinent dans la variété des écarts observés entre l'évolution de la population active de chaque ville et l'évolution générale. Le premier tend à une homogénéisation des profils urbains, par réduction des disparités des "images de marque". Le second aboutit progressivement au renforcement d'un nouveau principe de différenciation des agglomérations.

Le mouvement d'homogénéisation résulte surtout d'une réduction des situations les plus extrêmes en matière de spécialisations fonctionnelles, qu'elles soient industrielles ou tertiaires. Ainsi, une trentaine d'agglomérations dont l'emploi est dominé par une ou deux branches d'activité industrielle, ont à la fois diminué l'intensité de leur spécialisation, et effectué un rattrapage tertiaire qui a atténué leurs carences dans ce domaine. Il s'ensuit un amoindrissement relatif du monolithisme des structures sociales de ces unités urbaines. La plupart des villes minières ou sidérurgiques du Nord de la France et de la bordure orientale du Massif Central sont dans ce cas (figure 1). A l'inverse, un rattrapage industriel a permis à une trentaine d'agglomérations, parmi les plus tertiaires à l'origine, d'accroître leur proportion d'emplois secondaires (Poitiers, La Roche-Sur-Yon). Par ailleurs, un certain nombre de spécialisations, de faible intensité, sont apparues dans des villes au profil très moyen (Alençon, Caen, Bourg-en-Bresse, etc...). Ce rattrapage industriel s'est aussi traduit par un relèvement des taux de croissance de la population. Apparu successivement en auréoles de plus en plus larges centrées sur la Région Parisienne (figure 1), il correspond pour l'essentiel à un processus de diffusion géographique d'activités en expansion, en relation avec l'éclatement de la croissance de la Région Parisienne.

Pour l'ensemble des agglomérations, en plus de ces cas extrêmes, c'est l'accroissement du degré d'ubiquité de la plupart des activités économiques qui a contribué à homogénéiser la composition des populations actives urbaines. Cela n'exclut pas, cependant, l'observation de quelques cas d'accentuation des spécialisations fonctionnelles, désormais plus souvent liées au développement des consommations tertiaires qu'aux orientations générales de la politique de localisation des établissements industriels. Cette surspécialisation est particulièrement sensible dans un grand nombre de villes du Sud-Est de la France,

Figure 1 : CROISSANCE URBAINE ET CHANGEMENTS DIFFERENTIELS DANS LA STRUCTURE D'ACTIVITE



d'après PUMAIN, SAINT JULIEN, 1978.



en relation avec l'exploitation touristique du littoral et de l'arrière-pays de cette région. Ailleurs, les cas de surspécialisation sont dispersés (fig. 1).

Le second mouvement général, dessiné par les changements différentiels, résulte de la concentration progressive, dans des unités urbaines, des activités ou des catégories sociales en croissance d'une part, et des activités ou des catégories sociales en déclin d'autre part. Il se manifeste par l'apparition et le renforcement, de 1954 à 1975, d'une neuve échelle de disparités inter-urbaines, qui oppose aux deux extrêmes deux groupes de villes : le premier comprend des agglomérations où se concentrent les formes les plus nouvelles du développement industriel, où les catégories salariées des services sont bien représentées, et où le niveau moyen des salaires est relativement élevé (par exemple : Lyon, Annecy, Dunkerque). A l'opposé sont des agglomérations que caractérisent des structures d'activité vieillies, une société largement façonnée par l'importance des travailleurs indépendants, la prédominance des bas salaires et la particulière faiblesse des taux de croissance démographique (Périgueux, Agen, Cherbourg, Toulon). Cette composante reflète assez bien l'inégale diffusion dans les villes d'un certain progrès économique et technique, elle tend à réordonner les unités urbaines en fonction de l'étape de leur intégration au processus général de développement et de leur aptitude différentielle à fixer et diffuser la croissance. Elle isole, des "centres de croissance", les unités les plus "périphériques" du système.

Ainsi, la comparaison de la composition de la population active des villes en 1954 et en 1975 fait apparaître l'importance des changements communs à toutes les agglomérations, en rapport avec l'ampleur des transformations socio-économiques de cette période. Mais elle montre aussi que les profils urbains évoluent à des vitesses différentes, et que ces transformations différentielles, poursuivies pendant une vingtaine d'années, sont susceptibles non de bouleverser complètement la position socio-économique relative des villes dans le système urbain, mais au moins d'infléchir durablement leurs potentialités d'évolution.

## 2 • La contribution des flux migratoires.

On sait l'importance du rôle des migrations dans la croissance et le renouvellement des populations urbaines (DESPLANQUES, 1975 ; COURGEAU, 1978) :

même si la part du solde migratoire dans la variation de population totale a diminué, passant d'environ 55 % entre 1954 et 1968 à 28 % entre 1968 et 1975, la corrélation entre variation par solde migratoire et variation totale est demeurée très élevée, entre 0,8 et 0,9. Cette migration nette a donc déterminé, pour une bonne part, la variation quantitative de la population active des agglomérations. On sait aussi qu'elle correspond à des mouvements réels beaucoup plus importants d'entrée et de sortie, donc de renouvellement des populations urbaines : le rapport entre migration nette et migration totale était en moyenne de 10 % entre 1962 et 1968, et de 4 % entre 1968 et 1975 pour les agglomérations de plus de 50.000 habitants.

Il serait intéressant de pouvoir déterminer, dans la modification du profil d'activité ou du profil social de chaque ville, quelle est la part qui revient aux migrations. Les sources dont on dispose ne permettent malheureusement de répondre que de façon très approximative à cette question. A l'échelon des unités urbaines, on ne connaît en effet la catégorie d'activité économique ou socio-professionnelle à laquelle appartiennent les migrants, ayant atteint ou quitté une ville entre deux recensements, qu'au terme de cette période intercensitaire. C'est donc à titre indicatif que nous présentons ici les résultats d'analyses mettant en relation la composition des flux migratoires et celle des populations actives urbaines, pour un échantillon de 100 agglomérations entre 1968 et 1975 (1).

Nous avons comparé les proportions occupées par chaque catégorie socio-professionnelle parmi les migrants internes actifs, et celles de la population active des agglomérations où ils se sont établis (immigrants) ou qu'ils ont quitté (émigrants). Le tableau 3 montre que les corrélations sont toujours positives, et souvent assez élevées. Cela signifie qu'une ville tend à attirer une proportion de ses immigrants et à rejeter une proportion de ses émigrants d'autant plus élevée dans une activité ou dans un type d'emploi que cette catégorie est importante à l'origine dans sa population active (2). Cette tendance à l'identité de composition des flux d'entrée et de sortie et des populations des agglomérations correspondantes est, sans doute, une composante importante de l'inertie des caractéristiques socio-économiques de celles-ci.

---

(1) Une étude comparable, effectuée sur une soixantaine d'agglomérations entre 1962 et 1968, a donné des résultats voisins.

(2) Des observations identiques ont pu être faites par A. Miller (1967) sur les taux d'immigration et d'émigration par profession dans 43 métropoles américaines entre 1955 et 1960, et par L.O. Stone (1971) pour 17 aires métropolitaines canadiennes entre 1956 et 1961.



Tableau n° 3 : COMPOSITION DES FLUX MIGRATOIRES ET COMPOSITION  
DES POPULATIONS ACTIVES URBAINES.

A - Corrélations entre les proportions d'actifs du secondaire (s) et du tertiaire (t) dans les flux d'immigrants (I) et d'émigrants (E) et la population initiale (P)

	1962 - 1968				Ps	Pt		1968 - 1975				Ps	Pt
	Is	It	Es	Et				Is	It	Es	Et		
Is													
It													
Es													
Et													

B - Corrélations entre les proportions d'actifs de 15 catégories d'activité économique dans les flux d'immigrants, d'émigrants et la population initiale des 100 agglomérations 1968-1975

Catégorie d'activité économique	Corrélations entre les pourcentages de chaque CAE dans:		
	I 68-75 et actifs 1968	E 68-75 et actifs 1968	I 68-75 et E 68-75
Industrie extractive	0,34	0,39	0,79
Bâtiment Travaux publics	0,40	0,43	0,30
Metallurgie	0,71	0,71	0,88
Industrie chimique	0,68	0,53	0,58
Industrie alimentaire	0,64	0,39	0,26
Textile Habillement	0,87	0,76	0,92
Industries diverses	0,74	0,71	0,55
Transports	0,73	0,67	0,72
Commerce de gros	0,60	0,51	0,44
Commerce de détail	0,37	0,27	0,25
Hôtellerie	0,65	0,57	0,57
Banques - Assurances	0,74	0,62	0,65
Services aux entreprises	0,59	0,47	0,49
Services aux particuliers	0,61	0,53	0,47
Administration - Défense	0,70	0,66	0,59

C - Corrélations entre les proportions d'actifs en 8 catégories socio-professionnelles dans les flux d'immigrants, d'émigrants et la population des 100 agglomérations 1968-1975

Catégorie socio-professionnelle	Corrélations entre les pourcentages de chaque CSP dans:		
	I 68-75 et actifs 1968	E 68-75 et actifs 1968	I 68-75 et E 68-75
Patrons de l'industrie et du commerce	0,67	0,35	0,15
Cadres supérieurs	0,54	0,76	0,70
Cadres moyens	0,56	0,50	0,36
Employés	0,60	0,32	0,76
Ouvriers qualifiés	0,64	0,63	0,86
Ouvriers spécialisés	0,69	0,55	0,69
Personnels de service	0,54	0,30	0,54
Autres catégories	0,55	0,37	0,68

En effet, non seulement les catégories d'activité ou les catégories socio-professionnelles ont des poids relatifs très semblables dans les flux de migrants et dans la population active des agglomérations, mais encore leurs schémas d'association et d'exclusion géographiques, tels qu'ils apparaissent entre les profils des agglomérations (cf. tableaux 1 et 2), sont reproduits dans les flux migratoires.

En revanche, il n'existe pas de relation générale entre le signe et l'intensité de la migration nette, pour chacune de ces catégories, et le sens et l'ampleur de la variation de ces catégories dans la population active des agglomérations. Aucune relation n'apparaît, ni lorsque l'on considère chaque catégorie isolément, ni lorsque l'on regroupe secteur secondaire et secteur tertiaire, ou catégories en croissance et catégories en déclin, ni lorsque l'on effectue une comparaison plus globale au moyen d'analyses multivariées des migrations nettes et des variations de profil, globales ou différentielles, des agglomérations (PUMAIN, 1982).

Certes, cette analyse repose sur une source statistique qui tend à sous-estimer systématiquement la mobilité professionnelle associée à la mobilité géographique, et ne tient pas compte de l'éventualité d'effets indirects, ou décalés dans le temps, de la migration sur l'évolution des villes. Mais ces observations en rejoignent d'autres faites à partir d'autres sources concernant la mobilité professionnelle (THELOT, 1973), ou à l'échelon de bassins d'emploi (DESTEFANIS et al., 1974). D'une manière générale, il est impossible d'imputer aux courants migratoires une contribution importante aux transformations qualitatives observées dans la population active des villes. L'essentiel de ces transformations semble bien relever, dans la plupart des cas, de processus internes à chacune des agglomérations.

### 3 - La persistance des ségrégations sociales interurbaines.

Nous avons souligné que la période 1954-1975 n'avait apporté que des retouches somme toute assez mineures dans l'état de différenciation économique et sociale du système urbain français. Cette observation semble contredire certaines hypothèses avancées pour rendre compte des évolutions urbaines contemporaines. Ainsi, selon Ph. AYDALOT (1976), l'accélération de la division spatiale du travail aurait opéré une substitution dans la hiérarchie des facteurs de disparités interurbaines : alors que les disparités anciennes résultaient davan-

tage de la diversité des répartitions géographiques des branches d'activité, les plus grandes différences entre les villes se mesureraient aujourd'hui en termes de spécialisation sociale de la population, spécialisation définie d'après le niveau de qualification et de rémunération du travail. Ce phénomène d'accroissement des inégalités sociales dépendrait, non seulement de l'appartenance régionale des villes, selon un clivage centre-périphérie, mais aussi du niveau où elles se placent dans la hiérarchie urbaine (LIPIETZ, 1978 ; AYDALOT, 1980).

Ce schéma a été assez souvent vérifié à propos des deux sous-ensembles - agglomération parisienne-province. Il semble s'être peu reproduit dans le reste du réseau : au terme de ces vingt années, l'émergence d'une nouvelle source de la diversité des structures urbaines ne passe pas nettement encore par une différenciation des structures sociales qui s'appuierait sur le niveau de qualification du travail salarié. Tout au plus note-t-on que les variations relatives de la part de l'emploi ouvrier non qualifié dans les unités urbaines ont suivi le principe suggéré par cette hypothèse : surqualification relative dans les "villes périphériques". Mais ce lent processus de redistribution relative n'a pas renversé les équilibres sociaux antérieurs.

Un approfondissement de cette hypothèse exigerait que soient utilisées des sources statistiques plus adéquates que les catégories socio-professionnelles (DESROSIERES, THEVENOT, 1979) pour évaluer la qualification des emplois et probablement aussi que soit élargi l'échantillon des villes.

Avant que ces résultats ne soient disponibles, nous pouvons cependant illustrer indirectement par un exemple, les inégalités de poids du temps long et du temps court, dans l'évolution des populations actives urbaines.

Nous avons ainsi considéré l'ensemble des 409 unités urbaines qui avaient plus de 10.000 habitants en 1975, et la répartition de leur population active en 24 catégories socio-professionnelles. Nous avons classé ces villes en groupes homogènes (1). Le tableau 4 donne les principales caractéristiques des profils sociaux de chacun de ces groupes : c'est bien la nature de l'activité économique qui sépare l'ensemble des villes ouvrières (43 % des unités urbaines considérées) des deux autres groupes de villes plutôt tertiaires. Parmi le sous-ensemble des villes ouvrières, en dehors du groupe des villes minières, c'est

---

(1) Au moyen d'une procédure ascendante hiérarchique utilisant la distance du  $\chi^2$  et la maximisation du moment centré d'ordre 2.

le niveau de qualification du travail qui définit les particularités des profils sociaux : plutôt élevé dans un petit nombre de villes (par exemple : Le Creusot, Aulnoye, Neuves-Maisons, Tergnier etc., soit 8 % des agglomérations de plus de 10.000 habitants) et, en général, assez faible (par exemple : Vierzon, Autun, Armentières, Cholet, Saint-Dié etc., au total 30 % des unités urbaines).

Les deux sous-ensembles de villes tertiaires se différencient plutôt d'après l'importance relative des salariés et des travailleurs indépendants. Pour un tiers des villes françaises, la surreprésentation des petits commerçants et des artisans confère à la société urbaine un parfum d'archaïsme, signifie une distance à l'égard des processus d'intégration économique, qui justifient l'adjectif "périphérique" souvent accolé à ce type de situation. Les autres villes tertiaires ont une composition sociale plus moyenne, où les salariés, cadres et employés des services et du secteur administratif sont bien représentés. L'appellation de "grandes villes" résume cette présence des catégories sociales les plus significatives des niveaux supérieurs de la hiérarchie urbaine. Hormis l'irréductible spécificité de la société parisienne d'une part, et la persistante originalité des villes militaires d'autre part, à l'intérieur de chacun de ces deux sous-ensembles, c'est encore le niveau d'industrialisation sous la forme d'une présence plus ou moins marquée des ouvriers spécialisés, qui individualise les types sociaux urbains.

La répartition des types de société urbaine sur le territoire ou dans les différents niveaux de la hiérarchie urbaine n'est pas quelconque : la figure 2 fait apparaître les écarts à ce que serait une répartition des villes proportionnelle à l'importance de chaque type social d'une part, et à celle de chaque classe de taille de villes (substitut du niveau hiérarchique) ou de chaque région (ZEAT) d'autre part (1).

Les types "grandes villes" sont spécifiques des niveaux les plus élevés de la hiérarchie urbaine jusqu'au seuil de 50.000 habitants. Les types ouvriers caractérisent surtout les petites villes (moins de 20.000 habitants) quand la qualification est élevée et les villes petites et moyennes (jusqu'à 50.000 habitants) quand la qualification est faible. Quant aux villes périphériques, elles sont également surreprésentées dans les niveaux inférieurs de la hiérarchie urbaine.

---

(1) Il s'agit des différences entre fréquences observées et fréquences calculées sous l'hypothèse d'indépendance, c'est-à-dire obtenues en faisant le produit des deux marges de chacun des tableaux.

Tableau n° 4 : TYPES DE PROFILS SOCIO-PROFESSIONNELS URBAINS.

Type d'unité urbaine	Nombre de villes	% ouvriers	% cadres	Principales spécificités sociales (1)
Minrières	21	46,6	11,7	Mineurs - Manoeuvres - Ouvriers spécialisés.
Villes ouvrières - Qualification élevée	33	51,1	13,4	Ouvriers qualifiés - Contremaîtres - Manoeuvres - Ouvriers spécialisés.
Faible qualification	118	51,3	11,5	Ouvriers spécialisés - Manoeuvres.
Tertiaires	52	31,7	14,7	Artisans - Petits commerçants - Personnel de service - Gros commerçants - Militaires - Employés de commerce - Professions libérales.
Villes péri- phériques	76	40,2	12,6	Petits commerçants - Artisans - Ouvriers spécialisés - Manoeuvres - Apprentis - Gros commerçants.
Militaires	14	35,4	15,1	Militaires - Petits commerçants - Apprentis.
Tertiaires	48	34,3	18,7	Professeurs -
Grandes villes - Industrialisées	33	40,2	16,8	Ouvriers spécialisés -
Paris	1	31,3	22,6	Ingénieurs - Cadres supérieurs - Employés de bureau - Cadres moyens - Techniciens.

(1) Ces catégories sont celles de la nomenclature INSEE (tableaux P 11, agriculteurs et marins pêcheurs exclus).

Figure 2

A SPÉCIFICITÉS DE LA RÉPARTITION DES TYPES SOCIAUX  
SELON LA RÉGION DES AGGLOMÉRATIONS.

Zones d'étude et d'aménagement	Villes ouvrières			Villes périphériques			Grandes villes		
	Minières	Qualification élevée	Qualification Faible	Tert.	Indust.	Milit.	Paris	Tert.	Indust.
Région parisienne	○	○	○	○	○	●	●	●	●
Bassin Parisien	○	●	○	○	○				●
Centre Est	○	○	●	○	○	○		○	○
Nord	●	●	●	○	○	○		○	○
Est	●	●	●	○	○	●			●
Ouest	○	○	○	●	●	●		●	○
Sud Ouest	●	○	○	●	●	○			○
Méditerranée	●	●	○	●	●	●		○	○

● Ecarts positifs  
○ Ecarts négatifs

à la fréquence calculée sous l'hypothèse d'indépendance.

B SPÉCIFICITÉS DE LA RÉPARTITION DES TYPES SOCIAUX  
SELON LA TAILLE DES AGGLOMÉRATIONS.

Taille des agglomérations	Villes ouvrières			Villes périphériques			Grandes villes		
	Minières	Qualification élevée	Qualification Faible	Tert.	Indust.	Milit.	Paris	Tert.	Indust.
plus de 200 000 habitants	●	○	○	○	○		●	●	●
100-200 000 habitants	●	○	○		○			●	●
50 -100 000 habitants	○		○	○	○			●	●
20 - 50 000 habitants		○	●	●	●	○		○	○
10 - 20 000 habitants	○	●	●	●	●	●		○	○



Le modèle grande ville est anormalement présent en Région Parisienne et dans le Bassin Parisien pour sa variante industrielle. Les surreprésentations des villes ouvrières donnent aux réseaux urbains du Nord et de l'Est, mais aussi du Centre-Est et du Bassin Parisien, des caractères singuliers. Le schéma social "ville périphérique" concourt plutôt à définir l'image urbaine des régions de la France de l'Ouest et de la France méditerranéenne.

Ces régularités suggèrent que la formation des profils sociaux actuels pourrait être interprétée comme l'aboutissement de la superposition de processus de diffusion successifs. A partir de foyers innovateurs différents, deux modalités de propagation des innovations auraient interféré : l'une, définie par la proximité, aurait progressivement contribué à renforcer les spécificités régionales ; l'autre, s'appuyant sur la hiérarchie des villes, aurait favorisé la convergence des plus grandes vers un même profil social. Mais, sur quelle durée s'établissent ces processus ?

Si la similitude actuelle des profils sociaux de certaines villes correspond à une même chronologie de situation dans le processus de diffusion des innovations, cette hypothèse peut être testée, en première approximation, en reconstituant les courbes d'évolution de population des villes sur une longue période. Les décalages dans la diffusion spatiale peuvent, en effet, se traduire par l'inégalité des croissances urbaines. Nous avons donc tracé, pour chacun des neuf groupes de villes définis par leurs spécificités socio-professionnelles en 1975, des courbes moyennes d'évolution de population des villes qui les composent, ainsi que des graphiques visualisant les écarts entre les taux de variation moyens décennaux de chaque groupe et ceux de l'ensemble des villes (1) (fig. 3).

Les courbes d'évolution de la population et, surtout, les profils des taux de variation montrent bien que chaque groupe de villes, défini par une forte homogénéité de composition sociale, a une histoire démographique particulière. Certes, ces courbes ne sont que des moyennes et, dans le détail, les écarts des taux de variation au taux moyen de l'ensemble des villes ne sont pas toujours significatifs. Cependant, il est remarquable de constater que,

---

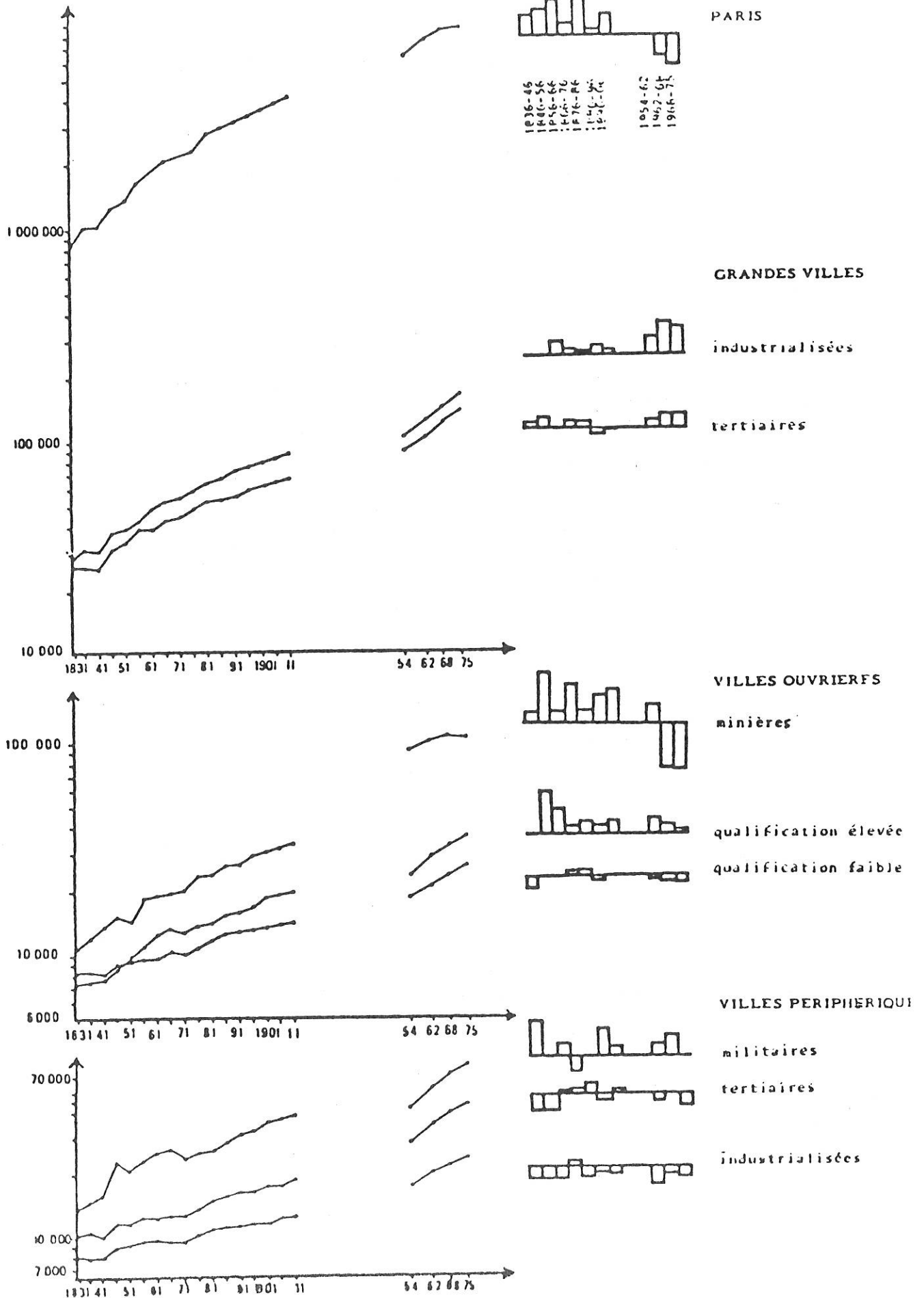
(1) Ces graphiques ont été réalisés pour les périodes 1831-1911 et 1954-1975. Nous ne disposons pas encore des données pour la période 1921-1946, certains des recensements compris entre ces deux dates posant d'importants problèmes de fiabilité.

Figure 3

EVOLUTION DE LA POPULATION MOYENNE DES VILLES  
CLASSEES SELON LEURS PROFILS SOCIAUX EN 1975

Nombre d'habitants

Écarts aux taux de variation moyens



pour la période longue 1831-1911, comme pour la période récente 1954-1975, la dispersion interne des taux de croissance de chaque groupe est inférieure à celle calculée sur l'ensemble des villes.

Le cas le plus net est celui des villes minières. Elles ont crû en moyenne presque deux fois plus vite que l'ensemble des villes au cours du XIXe siècle, à partir du développement de l'activité extractive, vers 1840. Ces villes sont, au contraire, caractérisées, au moins depuis vingt ans, par une stagnation démographique et un déclin relatif continu.

- Les villes industrielles caractérisées par une forte qualification du travail ouvrier ont conservé, depuis le milieu du XIXe siècle jusqu'à nos jours, une croissance démographique plus rapide que l'ensemble des villes. On peut supposer que la persistance de cette forme de trajectoire, que n'a pas contrarié l'évolution démographique récente, résulte d'abord de l'avantage initial d'une intégration précoce par la grande industrie. Le niveau élevé de qualification du travail dans ces villes a, sans doute, été un autre facteur de souplesse d'adaptation aux innovations ultérieures. Il est vrai qu'une conjoncture presque constamment favorable à la métallurgie a favorisé le développement de ce type de villes.

- Les autres villes ouvrières, où le niveau de qualification est beaucoup plus faible, ont connu tout au long de ces cent cinquante années une croissance de leur population proche de celle de l'ensemble des villes. Leur industrialisation, au XIXe siècle, est d'ailleurs, dans la plupart des cas, plus tardive et moins sensible dans le profil démographique. Il s'agit du développement d'activités moins concentrées, en général à la périphérie des principaux gisements, ou dans le Bassin Parisien.

- La plupart des villes où le patronat et l'artisanat conservent un rôle important dans la structure sociale le doivent à une situation persistante de retrait par rapport aux processus successifs d'intégration. Cette relégation à la "périphérie" du développement économique est un phénomène ancien : si l'on excepte les villes où les nécessités de la défense territoriale ont assuré une croissance urbaine heurtée, mais au total supérieure à celle de l'ensemble, la plupart des villes aux structures sociales archaïsantes sont restées relativement à l'écart du phénomène de croissance urbaine du XIXe siècle et aussi du XXe. L'apport récent d'emplois ouvriers peu qualifiés dans les villes aux

structures tertiaires les plus banales n'a pas suffi à modifier les trajectoires de ces points faibles de l'armature urbaine nationale.

- En revanche, la complexité des profils sociaux des grandes villes est la traduction d'une situation avantageuse persistante par rapport à la diffusion des principales vagues d'innovations, et cela depuis très longtemps (sans doute depuis un passé bien plus ancien que celui enregistré par nos profils démographiques). Au cours du XIXe siècle, les écarts à la moyenne n'ont pas nécessairement été très importants. Mais c'est la persistance d'écarts positifs appliqués à des organismes urbains de grande taille qui caractérise alors leur évolution. Depuis trente ans, l'ampleur de ces écarts s'est très fortement renforcée à l'avantage de ces agglomérations.

L'analyse rétrospective de l'évolution démographique des villes confirme donc que les disparités actuelles des sociétés urbaines résultent de trajectoires très anciennement individualisées. L'hypothèse de l'importance de la longue durée dans la formation des ségrégations sociales interurbaines semble donc pertinente. Chaque vague de diffusion des innovations économiques, qui se modèle en partie sur un état des disparités sociales, tend à créer une configuration nouvelle qui infléchit à son tour les processus de diffusion ultérieurs. Ces effets en retour expliquent d'une part la permanence des grandes inégalités de composition sociale et, d'autre part, l'émergence d'un modèle social "grandes villes", ainsi que le maintien de fortes spécificités régionales. Les situations sociales "périphériques", que l'on semble aujourd'hui redécouvrir, sont en fait un phénomène ancien, dont l'évolution récente n'a que légèrement modifié la répartition territoriale.

## Conclusion

Dans le processus de renouvellement des populations actives urbaines, deux types de modifications doivent donc être distinguées. Certaines, très rapides, correspondent à la diffusion parmi l'ensemble des villes de changements très généraux, liés aux transformations de l'activité économique, ou des formes de la division du travail, ou des modes de production par l'intégration. D'autres, les transformations de fond qui modifient la position relative des villes dans le système urbain, sont beaucoup plus lentes. Surtout, longtemps après qu'une forme particulière d'innovation économique se soit propagée, soit de manière géographiquement concentrée, soit en privilégiant un niveau de la hiérarchie

urbaine, soit en affectant seulement quelques noeuds du réseau, la trace de la différenciation ainsi créée persiste. Les disparités fonctionnelles et les ségrégations sociales qui en résultent sont probablement entretenues par des mécanismes de renforcement. La manière dont sont perçus les lieux, leur "image de marque", est sans doute une composante importante de l'inertie des structures interurbaines de population active.

Denise Pumain

REFERENCES

- AYDALOT P., 1976 : Dynamique spatiale et développement inégal. Paris, Economica, 336 p.
- AYDALOT P., 1980 : Division spatiale du travail et croissance urbaine. Université Paris I, Dossiers du Centre Economie, Espace, Environnement, n° 12, 33 p.
- COURGEAU D., 1978 : Les migrations internes en France de 1954 à 1975. I. Vue d'ensemble. Population, XXXIII, 3, p. 525-545.
- COURGEAU D., LEFEBVRE M., 1982 : Les migrations internes en France de 1954 à 1975. II. Migrations et urbanisation. Population, XXXVII, 2, pp. 341-369.
- DESPLANQUES G., 1975 : Les migrations intercensitaires de 1962 à 1968. Les Collections de l'INSEE, Série D, n° 39, 92 p.
- DESTEFANIS M., VASSEUR A.M., 1974 : Le fonctionnement d'un marché du travail local : le bassin de main d'oeuvre d'Annecy. Paris, Cahiers du Centre d'Etudes de l'Emploi, n° 5, 281 p.
- LIPIETZ A., 1978 : La dimension régionale du développement du tertiaire. Travaux et Recherches de Prospective, n° 75.
- MILLER A.R., 1967 : The migration of employed persons to and from metropolitan areas of the U.S. Journal of the American Statistical Association, 62, pp. 1418-1432.
- PROVENDIER F., PUMAIN D., SAINT-JULIEN T., 1983 : Les villes dans l'espace social. Travaux de l'Institut de Géographie de Reims.
- PUMAIN D., 1976 : La composition socio-professionnelle des villes françaises. L'Espace Géographique, n° 4, pp. 227-238.
- PUMAIN D., 1982 : Composition des flux migratoires et structures socio-économiques des villes. Hongrie, 13e Conférence de l'IARUS, 11-14 mai.
- PUMAIN D., SAINT-JULIEN T., 1978 : Les dimensions du changement urbain. Paris, CNRS, 202 p.
- SAINT-JULIEN T., 1982 : Croissance industrielle et système urbain. Paris, Economica, 280 p.
- STONE L.O., 1979 : La composition socio-professionnelle des migrations au Canada. Ottawa, Ministère des Approvisionnements et Services, 128 p.
- THELOT C., 1973 : Mobilité professionnelle plus forte entre 1965 et 1970 qu'entre 1959 et 1964. Economie et Statistique, 51.